



LE 9 MAI, EN GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS AVEC TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA de la Fonction publique affirment de nouveau leur attachement aux valeurs du service public et à une Fonction publique au service de toutes et tous, garante de l'égalité républicaine, en appelant de manière unitaire les agents à se mettre en grève le 9 mai.

En effet, depuis de nombreux mois, en dépit de leurs revendications et propositions, les organisations syndicales constatent que le pouvoir exécutif poursuit une politique contraire aux intérêts de la population, néfaste pour les missions publiques et pour les agent-e-s. Le gouvernement pratique le double langage en prônant la modernisation de la Fonction publique et le respect des agent-e-s, alors même qu'il supprime des postes et qu'il ne revalorise pas leur rémunération, engendrant une forte dégradation des conditions de travail.

Le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique » en est la parfaite illustration. Le gouvernement veut le faire passer au parlement avant l'été, contre l'avis unanime des organisations syndicales de la fonction publique. En affaiblissant les droits et les garanties des fonctionnaires et des agents publics, et il veut porter un coup fatal à tous les Services Publics.

Et à Pôle emploi ?

Avec les 4000 suppressions de postes engagées, l'amplification tous-azimuts de la sous-traitance des missions, notre cœur de métier, le gel des rémunérations autant pour les agents publics que les agents privés, Pôle emploi et ses agents ne sont d'ores et déjà pas épargnés par ces évolutions. Sans conteste, nous serons touchés davantage encore et nous sommes d'évidence concernés par ce projet de loi. À cela s'ajoutent toutes les incertitudes quant au financement de Pôle emploi du fait de la liquidation du paritarisme et la prise en main de l'Assurance Chômage par le gouvernement. Sa volonté, puisqu'il ne jure que par 3,2 à 3,8 milliards d'€ d'économies à faire d'ici 2022, c'est bien de réinstaller l'aide publique, sur le dos des chômeurs, mais aussi sur celui des agent-e-s de Pôle emploi.

N'en doutons pas, ce n'est pas la négociation de la prochaine convention tripartite, où l'État à la main, qui contrecarrera le mouvement de réduction du nombre d'agences déjà engagé.

Nous devons poursuivre et amplifier la mobilisation commencée les 20 novembre 2018 et 19 mars 2019 à Pôle emploi, en nous mobilisant avec l'ensemble de la fonction publique pour faire reculer ce gouvernement devant sa volonté de destruction de tous les Services publics comme de la protection sociale collective.

C'est pourquoi les organisations syndicales SNU, FO, SUD et CGT de Pôle emploi appellent les personnels à se mobiliser par la grève et dans les manifestations le 9 mai pour que le gouvernement retire ce projet de loi et accepte enfin d'ouvrir des négociations sur de nouvelles bases.

Rappelons avec force nos revendications :

- **Arrêt des suppressions de postes**
- **Embauches en CDI**
- **Stop à la sous-traitance. Réinternalisation des activités**
- **Augmentation générale des salaires**

**LE 9 MAI À PÔLE EMPLOI,
COMME DANS TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE,
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES MANIFESTATIONS**